



Gardiennage, sécurité intrusion et incendie, surveillance et accueil de l'École des Beaux-arts de Nantes Saint-Nazaire – site de Nantes et site de Saint-Nazaire

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure formalisée

Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr> (cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

Visite obligatoire

Dans le cadre de cette consultation, les candidats sont **impérativement** tenus de visiter les lieux d'exécution des prestations/travaux. Aussi, les candidats doivent obligatoirement joindre à leur offre l'attestation de visite fournie, datée et signée par un représentant de l'acheteur.

Afin de réserver une date de visite, les candidats prendront contact avec : Jérôme JOUANNY :

jerome.jouanny@beauxartsnantes.fr

Les créneaux de visites proposés sont les suivants :

- Lot 1 : site de Nantes : 2 allée Frida Kahlo – 44263 NANTES

Mardi 22 Avril 14h00

- Lot 2 : site de Saint Nazaire : 4 rue des Frères Péreire – 44600 Saint-Nazaire

Vendredi 25 avril 14h00

ARTICLE 1 - Objet de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

Objet de la consultation : le présent marché a pour objet le gardiennage, la surveillance, la sécurité incendie et intrusion et l'accueil des sites nantais et nazairiens de l'école des beaux-arts (2 lots différents). Les interventions demandées sont précisées dans le CCTP.

Il s'agit d'un accord cadre monoattributaire.

1.2 - Mode de consultation

Procédure formalisée soumise aux articles R2161-2 et suivants du Code de la commande publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

Le présent accord cadre mono attributaire de fournitures a pour objet **la sécurité, l'accueil et le gardiennage de l'école des Beaux-arts de Nantes Saint-Nazaire :**

LOT 01 : site de Nantes, au 2 allée Frida Kahlo – 44263 NANTES

LOT 02 : site de Saint-Nazaire, au 4 rue des Frères Péreire – 44600 SAINT-NAZAIRE

Cet accord cadre prend la forme d'un accord cadre donnant lieu à l'émission de bon de commande.

L'accord cadre est conclu sans seuil minimum et avec les seuils maximums suivants :

Lot 01 : 750 000€HT

Lot 02 : 150 000€HT

1.4 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

1.5 – Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire des marchés européens (CPV)

<u>Code principal</u>	<u>Description</u>
79710000-4	Service de sécurité
79713000-5	Service de gardiennage
79714000-2	Service de surveillance
75251000-0	Service d'incendie

Famille – nomenclature achats interne	SUS01 - Prestations de surveillance de sites
--	---

ARTICLE 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Durée – Délais d'exécution

La durée du présent accord cadre prendra effet à compter de sa notification, et durera 1 (un) an renouvelable 3 (trois) fois 1 (un) an.

2.2- Variantes facultatives et obligatoires

2.2.1 – Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Les variantes ne sont pas acceptées.

2.2.2 - Variante obligatoire - Prestation technique alternative (au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique)

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

2.4- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le D.C.E. contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (R.C.) et son annexe "Dématérialisation"
- L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) des 2 lots
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.)

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française certifiée par un traducteur assermenté et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

**Pièces à remettre au titre de la candidature
(Aucune signature n'est exigée à ce stade)**

Renseignements relatifs à la situation juridique et la capacité économique / financière du candidat
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement → <i>En cas de redressement judiciaire : par mesure de simplification, il est conseillé aux candidats de transmettre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet dès la remise de l'offre.</i>
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Effectifs moyens annuels du candidat et pour chacune des 3 dernières années
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).
Copie de l'autorisation d'exercer

*disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus, sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du même Code.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (Aucune signature n'est exigée à ce stade)
Le document « acte d'engagement » (AE) , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) - Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) , dûment complété (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres, seuls les prix unitaires sont contractuels)
Le mémoire technique au sein duquel le candidat précisera ou produira : <ul style="list-style-type: none"> • L'organisation mise en place pour répondre au besoin : exemple : interlocuteur unique pour le planning, encadrement de l'agent sur site • Le nombre de salariés affectés aux prestations de sécurité

- Réactivité (précisez délais) en cas d'intervention 24/24-7/7 sécurité et incendie
- Réactivité (précisez délais) et modalité en cas de retard et remplacement d'agent absent
- Organisation mise en place pour répondre aux prestations SSIAP et AES pour chaque établissement
- Moyens humains pour la réalisation des prestations et nombre de salariés affectés aux prestations
- Moyens techniques mis en place pour le suivi des prestations et des agents
- Qualification et formation pour les agents en sécurité et incendie et sécurité
- Qualification des agents pour les prestations d'accueil

L'attestation de visite concernant le ou les sites si le candidat remet une offre pour les 2 lots.

ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

	Libellé	Pondération
Critère N°1	Valeur technique	50%
	- Pertinence de l'organisation et mise en place pour répondre aux prestations SSIAP et AES pour chaque établissement	10
	- Précision et réactivité en cas d'intervention 24/24-7/7 sécurité et incendie	10
	- Pertinence des modalités proposées en cas de retard ou absence.	05
	- Pertinence des moyens humains proposés pour la réalisation des prestations	10
	- Pertinence des moyens techniques mis en place pour le suivi des prestations et des agents (Outil dématérialisé de suivi des demandes et des tâches)	05
	- Qualification et formation pour les agents en sécurité des biens et des personnes et en sécurité incendie	05
	- Qualification des agents pour les prestations d'accueil	05
Critère N°2	Prix des prestations	50%

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5 ou 10.

Incohérences constatées dans les prix :

En cas de discordance entre les prix ou les montants portés en lettres et ceux portés en chiffres, les montants ou les prix portés en lettres prévaudront et ceux portés en chiffres seront rectifiés en conséquence.

Dans le cas où le marché est conclu à prix unitaire :

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail. Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L 2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L2141-11 du code de la commande publique l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 10 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : **<https://marchespublics.nantesmetropole.fr>**

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt :

Mme LE TYNEVEZ

Téléphone : 0671049735

Courriel : caroline.le-tynevez@beauxartsnantes.fr